

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 27 NOVEMBER 2007

Voormiddag

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 27 NOVEMBRE 2007

Matin

De vergadering wordt geopend om 11.05 uur en voorgezeten door de heer Bart Laeremans.
La séance est ouverte à 11.05 heures et présidée par M. Bart Laeremans.

01 Questions jointes de

- M. Jean-Luc Crucke à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement sur "la fermeture de la sucrerie de Brugelette" (n° 285)

- Mme Katrien Partyka à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement, sur "l'arrêt de la production de la betterave sucrière par les petits agriculteurs" (n° 479)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Jean-Luc Crucke aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking over "de sluiting van de suikerraffinaderij van Brugelette" (nr. 285)

- mevrouw Katrien Partyka aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking, over "het stopzetten van de suikerbietproductie door kleine landbouwers" (nr. 479)

01.01 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, madame la ministre, la réforme du sucre en Europe n'est pas une surprise puisqu'il s'agit d'une décision orchestrée par la Commission européenne pour équilibrer le marché, tant au niveau du prix que de la production.

Cependant, il a fallu constater que cette décision n'a pas été suivie de l'effet désiré, du moins de par son ampleur. D'autres mesures ont donc été prises, visant directement les entreprises: fermetures avec compensation à 100% pour autant qu'elles investissent dans d'autres secteurs, comme le bio-éthanol.

Or la sucrerie de Brugelette, qui appartient au groupe Südzucker, constitue peut-être une des premières victimes de cette décision issue de la politique européenne et, faut-il l'ajouter, de la mondialisation de l'économie. Hormis le fait que cette production posera directement problème sur le plan local aux agriculteurs qui en vivent et aux 70 ouvriers qui, dit-on, seront recasés, il n'en demeure pas moins que c'est un site appelé à demeurer vide. En quelques années, le groupe Südzucker a ainsi lâché Genappe, puis maintenant Brugelette.

D'un autre côté, la Région finance le même groupe pour créer "Bio Wanze". Comment expliquer à la population locale que la Région alloue ainsi des dizaines de milliers d'euros à des bénéficiaires qui ferment une entreprise régionale?

Voici mes questions.

1. Quelle est votre réaction face à cette situation générale et particulièrement à celle de Brugelette?
2. Comment réagir à cette méthode unilatérale d'un groupe qui, sans la moindre concertation sur le plan local – ce que je dénonce –, prend de telles décisions?
3. Ce type de décision vous semble-t-il correspondre à une "éthique" européenne?
4. Doit-on s'attendre à d'autres restructurations sur le plan national, mais aussi sous-régional? À proximité de la sucrerie de Brugelette se trouve la sucrerie Fontenoy qui aurait peut-être souhaité pouvoir récupérer les quotas. Toutefois, ces sucreries appartiennent à des groupes différents. N'existe-t-il pas là un effet pervers, dû aux conditions imposées?
5. À l'avenir, quelles seront les conditions de production auxquelles devront répondre les agriculteurs "de la base", comme je les appelle, producteurs de sucre? Ne craignez-vous pas que l'on arrive un jour à l'effet inverse à celui voulu par la Commission, à savoir une hausse plutôt qu'un contrôle des prix et une production défailante sur le plan régional. Pourtant, chacun sait que la terre de notre pays est propice à ce genre de production, ce qui n'est pas le cas de tous les pays européens qui pourtant continuent à produire.

01.02 Katrien Partyka (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, zoals u weet verloopt de hervorming van de suikerindustrie sinds 2005 in Europa iets minder gunstig dan gehoopt. De Europese Commissie zag zich dit voorjaar verplicht om het suikerquotum met ongeveer twee miljoen ton of 13,5% te verminderen. De uiteindelijke bedoeling is om tot een productievermindering van zes miljoen ton te komen. In september 2007 keurde de Europese Raad nieuwe voorstellen van de Europese Commissie goed. De suikerproducenten worden ertoe aangezet om sneller in de saneringsregeling te stappen. Indien zij dit niet doen, verliezen zij steun van het Herstructureringsfonds. Bovendien worden de snelle beslissers, de goede leerlingen, beloond met een vermindering van hun bijdrage tot het fonds. Ik denk dat wij in 2008 een nieuwe ronde mogen verwachten.

Tiense Suiker heeft nu klaarblijkelijk eieren voor zijn geld gekozen. Zij gaan hun capaciteit in eerste instantie met 13,5% verminderen, wat volgens hen vanuit bedrijfseconomisch standpunt misschien een verstandige beslissing is. Uit reacties van het Verbond van Suikerbietenplanters blijkt echter dat die vermindering wordt afgewenteld op de kleine telers, namelijk op degenen die een quotum van minder dan 200 ton hebben of degenen die het verst van de diensten in zone C zijn gelegen. Dit betekent dat 2.100 bedrijven of niet minder dan 30% van de leveranciers van Tiense Suiker moet stoppen met de suikerbietenenteelt.

Ik heb hierover twee belangrijke vragen, mevrouw de minister. Wij weten allemaal dat dit in eerste instantie een beslissing van Tiense Suiker is, maar u hebt toch ook een zeg over het dossier, denk ik.

Ten eerste, bent u op de hoogte van de voorstellen van Tiense Suiker?

Ten tweede, Europa heeft bepaald dat de beslissing voor de toekenning van de herstructureringssteun door de betrokken lidstaat moet worden genomen. Ondernemingen die bereid zijn afstand te doen van hun quota moeten bij de lidstaat een aanvraag indienen. Deze lidstaat heeft de mogelijkheid om sociale eisen of milieueisen op te leggen, teneinde rekening te houden met de specifieke aard van het geval. Ziet u, in het kader dat de lidstaat het dossier moet doorspelen, de mogelijkheid om Tiense Suiker te overhalen om de afbouw van quota te spreiden over alle producenten en niet alleen af te wentelen op de kleine suikerbieten telers?

01.03 Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, chers collègues, quand j'ai appris, quelques heures avant l'annonce officielle, la décision de Südzucker de fermer purement et simplement la sucrerie de Brugelette, j'ai souhaité réagir en deux sens.

D'une part, étant donné qu'il s'agit d'une entreprise privée, ce n'est pas à moi qu'il revient de prendre la décision. Néanmoins, je me suis étonnée de l'absence de concertation, d'autant plus qu'un autre plan de restructuration était proposé par la Confédération belge des betteraviers. On a dès lors un peu l'impression que cette décision, prise dans la nuit, l'a été pour contrecarrer d'autres concertations. Je m'étonne par ailleurs – comme vous l'avez rappelé – que la Région wallonne était, elle, au courant de cette décision depuis beaucoup plus longtemps, notamment par l'intermédiaire de son ministre de l'Agriculture.

D'autre part, j'ai directement – et je rejoins sur ce point les deux parlementaires – exprimé des craintes quant

à cette décision et ses conséquences directes sur un certain nombre de planteurs, sur la production locale et sur les agriculteurs.

Vous l'avez dit, cette restructuration devait être concertée avec la sucrerie de Fontenoy et la sucrerie de Moerbeke.

Er zijn daar drie ondernemingen in de suikerindustrie: Moerbeke, Brugelette en Fontenoy.

Avec la décision de fermer Brugelette, on risque – mais seul l'avenir nous le dira – de rencontrer des difficultés dans les deux autres sites. Le plan proposé par les planteurs prévoyait également une fermeture mais pas Brugelette. On parlait plutôt de fermer une des deux autres et ramener les deux usines sur un même site. Ce n'est pas la décision prise par Südzucker.

J'attends évidemment de Südzucker qu'il prenne toutes les mesures pour réduire les impacts négatifs en termes de perte de production et de rentabilité des exploitations locales, petites et grosses, même s'il est vrai que le sort des petites est plus délicat.

Étant donné le faible succès du fonds de restructuration mis en place au niveau européen, la situation excédentaire des marchés et l'initiative EBA qui sera à plein régime en 2009, nous avons décidé de prendre, au niveau européen, des mesures plus attrayantes. Pourquoi? Tout simplement pour éviter à l'horizon 2010 des mesures de réduction linéaires sans compensation qui auraient pénalisé l'ensemble des producteurs de betteraves.

Ces nouvelles dispositions consistent notamment en l'exemption de la cotisation de restructuration et la possibilité d'augmenter sa remise de quotas si l'entreprise renonce au moins pour la campagne 2008-2009 à une partie de son quota. Pour la Belgique, il faut renoncer à 13,5%. Ces mesures prévoient également une aide pour la campagne 2008-2009 de 625 euros par tonne de quota de sucre remise au fonds de restructuration.

Enfin, cette aide est versée à 100% en cas de démantèlement complet de l'usine et à 35% s'il n'y a pas de démantèlement.

Le choix de la fermeture du site de production ou d'une réduction linéaire de production parmi les divers sites de production relève de la liberté décisionnelle du groupe Südzucker. Je ne peux évidemment pas prévoir les décisions qui pourraient être prises par les deux groupes sucriers belges mais je tiens à rappeler que les producteurs eux-mêmes, les planteurs, ont aussi la possibilité de cesser de produire volontairement et donc de remettre leurs quotas de production. Je ne dis pas qu'il faut le faire mais je me dis qu'un agriculteur qui a 60 ans et qui n'a pas de successeur peut peut-être y trouver un intérêt. L'ampleur prise par cette possibilité est un élément qui interviendra évidemment dans le choix de décision des groupes sucriers.

Les autorités belges veilleront au respect des conditions liées à l'octroi de la restructuration, que ce soit en matière de consultation, de réhabilitation environnementale ou encore de reclassement du personnel.

À titre personnel, je serai particulièrement attentive à l'accord interprofessionnel qui doit être conclu avec les planteurs, notamment dans la manière de traduire la réduction des quotas sucriers en réduction des droits de livraison détenus par les planteurs.

Wat de rentabiliteit van de landbouwbedrijven betreft, ben ik naast de kwestie van de vermindering van de leveringsrechten ook bevreemd voor de herstructurering van de voorraden van de suikerfabrieken met betrekking tot de duur van de actie en de verlening van afstanden die evenzeer ongunstige factoren zijn voor de prijs die aan de suikerbietentelers voor hun bieten wordt betaald. Het interprofessioneel akkoord zal dus heel belangrijk zijn.

Toch moet worden vermeld dat de telers evenals de landbouwbedrijven ook zullen kunnen genieten van 10% van de hulp van het Herstructureringsfonds, plus een toeslag van 237,5 euro per ton suikerquota waarvan zij afstand hebben gedaan voor de actie 2008-2009. Zoals geïllustreerd op het niveau van de graanmarkt, wordt de wereldmarkt van landbouwproducten door de volgende elementen gekenmerkt.

Enerzijds is er de stijgende prijs, in het bijzonder ten gevolge van de verhoging van de vraag naar voedingsproducten ingevolge de verhoging van de koopkracht in tal van Aziatische landen en, anderzijds,

een toename van de volatiliteit.

In het specifieke geval van suiker en bieten is de ontwikkeling van biobrandstof een bepalend element dat ongetwijfeld een invloed op deze markt zal hebben, evenals het verband tussen de prijs van de granen en deze van de bieten.

Ik kom dan bij uw laatste vraag. Ik zal dit dossier behandelen met mijn collega's van de Gewesten. Het is een bevoegdheid van de Gewesten. Ik zal ook bekijken welke maatregelen er al dan niet moeten worden genomen. Ik zal dit dossier met grote aandacht bestuderen en dan meer specifiek voor de producenten, de kleine boeren maar ook de grotere boeren. Voor mij is het belangrijkste punt de toekomst van de boeren en de suikerbietsector in ons land.

01.04 Jean-Luc Crucke (MR): Monsieur le président, je tiens tout d'abord à remercier Mme la ministre pour la solidarité qu'elle a exprimée à l'égard des planteurs

J'ai pris acte du fait qu'il n'y avait pas eu de concertation. Ce n'est pas à la spécialiste de l'agriculture que je dois dire...

01.05 Sabine Laruelle, ministre: Il y en a eu, mais on n'en a pas tenu compte!

01.06 Jean-Luc Crucke (MR): C'est un peu la même chose!

Vous savez que pour produire, il faut d'abord travailler la terre. Malheureusement, dans cette région, on a plus défriché que travaillé la terre. C'est sans doute une des conséquences de la situation actuelle.

Vous avez également exprimé votre inquiétude de façon très réaliste et il faut aussi la relayer. Mais, face à ce pessimisme, exprimons notre volonté de le contourner. Évidemment, les sucreries de Fontenoy et de Moerbeke sont très proches l'une de l'autre et appartiennent au même groupe industriel. On peut donc imaginer que les choses évolueront dans les mois et les années à venir.

Enfin, j'ai pris acte du fait que vous porterez une attention toute particulière aux décisions qui seront prises à l'avenir dans ce domaine par les Régions qui - rappelons-le - sont compétentes en la matière.

01.07 Katrien Partyka (CD&V - N-VA): Mevrouw de minister, bedankt voor uw antwoord en voor uw engagement om het dossier van nabij op te volgen. Als Tiense Suiker voorstellen indient en wij deze naar het Europees niveau moeten doorsturen, dan zullen wij inderdaad deze zaak moeten opvolgen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Vraag van de heer Michel Doomst aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking over "de wet op de openingsuren van 10 november 2006" (nr. 367)

02 Question de M. Michel Doomst à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement sur "la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture" (n° 367)

02.01 Michel Doomst (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, in de hoofdstukken 2 en 5 van de wet van 10 november 2006 op de openingsuren zijn een aantal specifieke bepalingen opgenomen rond nachtwinkels en rond de zogenaamde phone shops. Er wordt aan de gemeenten de mogelijkheid geboden om via gemeentelijke reglementen eventueel afwijkende openingsuren toe te laten.

Opdat de gemeenten een sluitend reglement zouden kunnen opstellen, moeten echter nog wat onduidelijkheden worden opgehelderd. Zo wordt in artikel 6 van die wet een aantal uren vermeld, maar de eigen bevoegdheid van de gemeenten om de uren vast te leggen, wordt vaag omschreven. Ik leid uit voornoemd artikel af dat de gemeenten via een gemeentelijk reglement de openingsuren zowel kunnen beperken als verruimen.

Mevrouw de minister, ik verneem dan ook graag van u of een gemeentereglement de wettelijke openingsuren van de nachtwinkels effectief kan inkorten of verlengen en hoever die eventuele afwijkingen kunnen gaan.

Verder is het ook niet erg duidelijk of er een verplichting bestaat om een minimum aantal uren open te zijn. Ook hier is er een ruime marge van interpretatie voor de gemeentebesturen. Dat zou soms voor moeilijkheden kunnen zorgen aangezien een te grote beperking naar alle waarschijnlijkheid zou worden aangevochten door degene die de aanvraag doet. Ik verneem dan ook graag van u of er echt een verplichting is om een minimum aantal uren open te zijn.

Steden en gemeenten zijn ook niet overal in hun zones gelijkaardig van structuur. Dat hangt allemaal wat af van de eigen lokale situatie. Ik verneem dan ook graag van u of een gemeentebestuur, afhankelijk van de zone in de gemeente, verschillende afwijkingen kan krijgen voor de openingsuren en of die zullen worden toegestaan.

Artikel 15 van de wet stipuleert dat handelaars of ambachtslieden uit eigen naam een aanvraag kunnen indienen om een afwijking te bekomen op de verplichtingen vervat in de artikelen 6 en 8.

Mijn vraag luidt of nachtwinkels en privaatbureaus voor telecommunicatie ook van die maatregel kunnen genieten. Zijn die aanvragen beperkt?

Om te besluiten, in het raam van de mogelijkheden van het gemeentelijk reglement, en meer bepaald van de uitbatingsvergunning voor de bestaande nachtwinkels, had ik van de minister graag geweten of de bestaande winkels ook onderworpen worden aan een mogelijk nieuw reglement zoals voorzien in artikel 18 van de wet.

02.02 Minister **Sabine Laruelle**: Mijnheer Doomst, artikel 6 van de wet van 10 november 2006 bepaalt de verplichte openingsuren voor nachtwinkels en zogenaamde phone shops en benadrukt de mogelijkheid om via een gemeentelijk reglement afwijkende openingsuren toe te laten. De wet bepaalt geen enkele beperking voor die afwijkingen.

Nergens in de wet lees ik dat de gemeente geen recht heeft om verschillende afwijkingen toe te staan voor de verschillende zones van hun grondgebied. De gemeenten hebben dus veel vrijheid.

Wat artikel 15 aangaat, gaat het over een bevoegdheid die van de gemeentelijke autonomie afhangt. De uitvoering ervan maakt geen deel uit van de kennisgeving van de FOD Economie. Daarom bestaan er geen statistieken van.

Ten slotte, artikel 18 spreekt over de vestigingsprojecten van nachtwinkels en van phone shops. Dat artikel is – voor mij – niet van toepassing op de bestaande winkels.

Het artikel is niet duidelijk, maar voor mij is het niet van toepassing op de bestaande winkels.

02.03 **Michel Doomst** (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik dank u voor uw uitleg. Ik hoop dat uw verhelderingen het de gemeenten eenvoudiger zal maken om hun reglement op te stellen.

Ik denk dat we vandaag een aantal verduidelijkingen hebben gekregen.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Jan Jambon aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "schadevergoeding bij hinder door openbare werken" (nr. 236)
- de heer Yvan Mayeur aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking over "de schadeloosstelling van zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein" (nr. 350)

03 **Questions jointes de**

- M. Jan Jambon au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "l'indemnité pour nuisances résultant de travaux publics" (n° 236)
- M. Yvan Mayeur à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement sur "l'indemnisation des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la

réalisation de travaux sur le domaine public" (n° 350)

De **voorzitter**: De heer Mayeur is niet aanwezig voor zijn samengevoegde vraag nr. 350.

03.01 Jan Jambon (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, dankzij een recente wet van 3 december 2005 betreffende de uitkering van een inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder ten gevolge van werken op het openbaar domein worden zelfstandigen die hinder ondervinden van werkzaamheden vergoed door het Participatiefonds.

Onlangs maakte de Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten cijfers bekend die zij ontving van het Participatiefonds met betrekking tot de uitkering van dergelijke inkomenscompensatievergoedingen. Daaruit leren wij bijvoorbeeld dat de bouwheren 140 stortingen verrichtten en dat 80 bijdragen nog moeten betaald worden, ter waarde van respectievelijk 16.305 euro en 12.091 euro.

In 182 van die 220 dossiers zijn het de gemeenten die het Participatiefonds van middelen voorzien. De gemeenten treden hier dus als bouwheer op. Aan de ondernemingen werd inmiddels 36.198 euro betaald. Er is nog 41.888 euro aan achterstallige uitkeringen te betalen. De ondernemingen dienden 182 dossiers in, waarvan er 74 werden geweigerd.

Voor deze administratieve afhandeling wierf de federale overheid 2,5 voltijdse equivalenten aan en werd een gloednieuw informaticasysteem op poten gezet met een kostprijs van 200.000 euro. Bovendien is er nog een personeelskost ten laste van de bouwheren, die voor elk schadegeval een dossier dienen op te maken.

De VVSG besluit dan ook dat de kosten voor de vergoeding voor de handelaars, dat is een federale materie – voorlopig toch nog - meestal worden doorgeschoven naar de bouwheren, meestal de lokale besturen. Ook deelt de VVSG mee dat de uiteindelijke uitwerking van de wet zorgt voor een administratieve rompslomp zonder voorgaande.

Daarom heb ik volgende vragen.

Ten eerste, zijn deze cijfers juist? Mevrouw de minister, kunt u akkoord gaan met de vaststelling van de VVSG dat vooral de gemeenten, als bouwheer of opdrachtgever, opdraaien voor deze vergoedingen?

Ten tweede, werd er bij de implementatie van de zogenaamde wet-Dedecker overlegd met de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging en de Kanselarij van de eerste minister? Werd deze wet reeds geëvalueerd en/of wordt een evaluatie in het vooruitzicht gesteld?

Mevrouw de minister, ten derde, wat vindt u van het voorstel van de VVSG om de wet drastisch te herzien zodat de federale overheid gewoon in een bepaald budget op haar begroting voorziet waardoor de logge inningprocedure meteen zou worden opgedoekt?

03.02 Minister Sabine Laruelle: Mijnheer de voorzitter, collega's, wat de cijfers betreft, heb ik alleen een globale evaluatie. Tot op heden werd 53.684,94 euro aan het Participatiefonds gestort om de maatregel te financieren. Tegen het eind van dit jaar moet er nogmaals zo'n 30.000 euro gestort worden. De inkomsten van het fonds blijven dus duidelijk groeien. Die tendens zou zo moeten blijven voortgaan. Ik kan echter niet zeggen of dit geld van de gemeenten komt of van de andere bouwheren.

Rekeninghoudend met de lopende dossiers is het nu mogelijk om de precieze cijfers in te schatten. Die hogere financiële inningen op middellange termijn moeten worden gegenereerd. Deze schatting zal het onderwerp zijn van een diepgaand onderzoek in het raam van de evaluatie van de wet van 3 december 2005 die de nieuwe regering zal moeten toepassen. U hebt zelf verwezen naar de wet-Dedecker. We hebben nooit een compromis gehad in de regering. Het is een alternatieve meerderheid. U spreekt over afspraken met de staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging of anderen. Er was geen compromis in de regering over die wet.

Tot op heden werden 63 zelfstandigen vergoed ter waarde van 122.000 euro, wat het Participatiefonds verplicht de maatregelen te financieren. Momenteel werden twee beroepen ingediend. Het eerste werd geweigerd en de behandeling van het tweede is aan de gang.

Zoals opgemerkt in uw mondelinge vraag is het wenselijk dat de wet goed wordt geëvalueerd en dat ook het

functioneren ervan wordt vereenvoudigd. Bovendien ben ik niet bevoegd als lid van een regering in lopende zaken om de richting die de nieuwe regering zal moeten volgen te bepalen met het oog op de herziening van deze wet zodat de werking ervan wordt vereenvoudigd.

Ik stel trouwens vast dat het Participatiefonds een aanzienlijk werk heeft geleverd om de wet van 3 december 2005 toe te passen ondanks haar ingewikkelde karakter dat de toepassing soms moeilijk maakt. Er moet dus een evaluatie gemaakt worden, maar die is voor de volgende regering.

03.03 Jan Jambon (CD&V - N-VA): Mevrouw de minister, kunt u bevestigen – de vraag dateert van eind oktober, ondertussen zal er al wel enige evolutie zijn – dat het aantal keren dat de gemeente de opdrachtgever is versus het totale aantal dossiers in die verhouding ligt?

Vindt u ook niet dat de overheidskosten bijzonder hoog zijn om een bepaald bedrag uit te keren?

03.04 Minister Sabine Laruelle: In 2005 hebben wij veel gesproken over die voorstellen. Het is niet gemakkelijk om een meerderheid te vinden voor die voorstellen. Ik meen dat de wet dringend vereenvoudigd moet worden, zowel voor de gemeenten, de overheid als voor de zelfstandigen. Het is geen gemakkelijke wet.

Wat de financiële aspecten betreft, meen ik dat die ook het voorwerp moeten uitmaken van een evaluatie. U spreekt over 100.000 euro. Voor mij is dat niet onaanvaardbaar. Er moet over gesproken worden, maar dat zal moeten gebeuren in de volgende regering.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Bruno Van Grootenbrulle à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement sur "l'exercice de commerces ambulants" (n° 460)**

- **Mme Barbara Pas à la ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, chargée de la Coopération au Développement, sur "l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines" (n° 475)**

04 Samengevoegde vragen van

- **de heer Bruno Van Grootenbrulle aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking over "de uitoefening van ambulante handelsactiviteiten" (nr. 460)**

- **mevrouw Barbara Pas aan de minister van Middenstand en Landbouw, belast met Ontwikkelingssamenwerking, over "de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten" (nr. 475)**

04.01 Barbara Pas (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, artikel 3 van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, bepaalt dat de uitoefening van ambulante en kermisactiviteiten is onderworpen aan een voorafgaande machtiging van de minister of van de ambtenaar aan wie hij die bevoegdheid heeft gedelegeerd. Op die machtiging, de bekende leurkaart, stond vroeger een foto van de houder vermeld. In het kader van de administratieve vereenvoudiging werd die leurkaart vervangen door een exemplaar zonder foto.

Door het ontbreken van een foto wordt enerzijds fraude in leurkaarten vergemakkelijkt. Anderzijds wordt de controle op de leurkaarten daardoor bemoeilijkt. Op de machtigingen waarin ambulante handelaars moeten voorzien voor hun medewerkers, moet de naam van de medewerker niet meer op voorhand vermeld worden, maar kan hij achteraf manueel worden ingevuld. Ook dat vergemakkelijkt fraude, aangezien de machtiging simpelweg gekopieerd kan worden.

Vandaar mijn vragen aan u, mevrouw de minister.

Ten eerste, hoe worden die leurkaarten gecontroleerd? Wordt bijvoorbeeld bij de controle van die leurkaarten het ondernemingsnummer nagekeken?

Ten tweede, hoe worden de machtigingen die de ambulante handelaars aan hun medewerkers bezorgen, gecontroleerd?

Ten derde, werd in maatregelen voorzien om fraude met de leurkaarten tegen te gaan? Zo ja, welke? Zo

neen, waarom niet?

04.02 Minister **Sabine Laruelle**: Mijnheer de voorzitter, het uitreiken van kaarten voor ambulante handelsactiviteiten is toegewezen aan de ondernemingsloketten. Die maatregel heeft het leven van de kandidaat-ondernemers vereenvoudigd, maar heeft ook toegelaten te vermijden dat titularissen of houders van de kaarten niet zijn ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, in het btw-register en in een socialeverzekeringskas voor zelfstandigen. De loketten leveren pas een kaart af indien de titularis aan alle voornoemde voorwaarden voldoet.

De controle is ook nog versterkt, aangezien de nieuwe wet aan de gemeentelijk markt- en/of plaatsmeester nieuwe bevoegdheden heeft toegekend, die hem in staat stellen de vergunningen, alsook de identiteit van de houders ervan, na te zien.

De foto op de kaart is wel degelijk afgeschaft. De foto had dan ook weinig nut, vermits de vergunning maar geldig is indien vergezeld van de identiteitskaart van de houder, waarop een foto is aangebracht.

De kaarten voor ambtenaren die hun activiteit uitoefenen op de markten en de openbare wegen, zijn inderdaad niet meer op naam. Aangezien die kaarten een met de hand geschreven handtekening dragen van de verantwoordelijke van het ondernemingsloket waar de kaart werd afgeleverd, is het niet mogelijk voor de personen belast met de controle, zich ervan te vergewissen of de kaart vals is.

Het spreekt vanzelf dat in de nieuwe legislatuur niet alleen werk werd gemaakt van vereenvoudiging, maar ook dat meer middelen werden ingezet om fraude te bestrijden. Het doel om die sector nieuw leven in te blazen, is dus bereikt. Een vergelijking van de cijfers inzake het uitreiken van vergunningen voor ambulante handel over een periode van een jaar vóór en een jaar na de toepassing van de nieuwe wet, toont aan dat het aantal vergunningen met 78% is toegenomen.

04.03 **Barbara Pas** (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

De huidige leurkaart en de machtiging van de ambulante handelaars voor hun medewerkers zijn veel te gemakkelijk na te maken. Ondanks de controle die op voorhand door de gemeente gebeurt – de nieuwe bevoegdheden voor de gemeenten waarover u sprak –, oefenen de gemeenten op de markten zelf zeer zelden controle uit op de marktkramers.

Het is een klacht van de marktkramers zelf dat de leurderskaarten veel te gemakkelijk na te maken zijn. De marktkramers die zelf wel met alles in orde zijn, moeten opboksen tegen oneerlijke concurrentie en zijn vragende partij voor een efficiëntere controle. Bij de controle van de leurkaart dient minstens het ondernemingsnummer gecontroleerd te worden.

Wij zijn echter voorstander van een ander systeem. Een eenvoudig en efficiënt systeem zou bijvoorbeeld een elektronische kaart zoals de SIS-kaart kunnen zijn. Dergelijke elektronische kaart laat niet enkel toe het ondernemingsnummer te controleren, maar ook om snel en eenvoudig te controleren of de ambulante handelaar in kwestie in orde is met zijn btw-bijdrage en of die zijn of haar sociale bijdrage heeft betaald. Misschien voelt de minister wel iets voor dat voorstel?

04.04 Minister **Sabine Laruelle**: Voor mij moet de controle evenwichtig zijn. Ofwel is er een controle op personen, die niet goed werkt en is het onmogelijk nog te werken in ons land. Ofwel – en dit is mijn visie – moet de controle worden uitgevoerd, en moeten ook de correcte zelfstandigen en handelaars nog kunnen werken.

U hebt gezegd dat de gemeenten niet doen wat ze moeten doen voor de controle. Het is een gevoelige kwestie wanneer men probeert een evenwicht tot stand te brengen tussen een maatregel die de zelfstandige die goed werkt, beschermt, en een die de fraudeurs aanpakt. Als we controle alleen maar invoeren voor de fraudeurs, wordt het onmogelijk voor de 95% resterende anderen om nog in ons land te werken.

Het doel van de wet bestaat er mijns inziens in het aantal handelaars op onze markten te doen toenemen. We hebben nu 78% meer vergunningen dan voor de nieuwe wet. De controles werden ook versterkt, maar als degenen die de controles moeten uitvoeren, dat niet doen, dan is dat niet mijn verantwoordelijkheid.

04.05 **Barbara Pas** (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, het klopt inderdaad dat er controle moet zijn

voor iedereen, maar de gemeenten zijn gewoon niet in staat om bij elke marktkramer alle papieren op te vragen en alles manueel na te gaan. Om die reden zijn wij voorstander van een elektronisch systeem: dan hoeft alleen het kaartje gecheckt te worden, en men heeft alle gegevens. Op die manier kunnen de gemeentes ook de controles uitvoeren, die zij moeten doen.

We zullen dus een gelijkaardig voorstel doen aan uw opvolger of desnoods zelf daarover een wetgevend initiatief nemen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.42 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11.42 heures.*